

La fin de l'économie politique française ?

Posté le : 4 septembre 2018 10:42 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Concepts fondamentaux, Europe de l'est, Attitudes, hyperfiscalité, Fiscalité

La France peut s'enorgueillir d'avoir contribué de façon déterminante à la science économique. Elle a produit des économistes étincelants du premier jour où la discipline s'est imposée. Encore récemment, elle pouvait donner au monde les analyses de Jacques Rueff, d'Alfred Sauvy ou de Maurice Allais. Tous étaient d'abord des observateurs. Tous cherchaient à faire valoir le vrai sur les utopies intéressées. Aucun n'était un partisan. Tous leurs livres peuvent être relus aujourd'hui. Ils n'ont pas pris une ride. Tous étaient attentifs aux libertés humaines et réservés vis-à-vis des actions outrancières des Etats. Aucun ne se considérait comme membre d'une école, encore moins étrangère.

La crise de 2008 a liquidé toute une génération d'économistes qui n'avaient rien vu venir et qui « faisaient des ménages » avec le système bancaire.

Aujourd'hui, les médias ne recherchent d'expertise économique qu'auprès d'une dizaine de personnes toujours les mêmes, qui sont étalonnées par leur engagement politique et non la qualité de leurs réflexions. 90% d'entre eux font référence au socialisme comme leur engagement profond.

Leurs contributions à la science économique est exactement nulle. Aucun n'a prévu la crise de 2008. Aucun n'a proposé la moindre solution. Mais tous se sont mis au service de l'Etat et des Impôts. La TNT leur a donné une tribune. Ils commentent et parlent généralement pour montrer leur soumission à leur camp. On sait ce qu'ils vont dire avant même qu'ils ouvrent la parole. Quelques « libéraux » sont appelés comme faire-valoir afin de donner un petit air de pugilat à ces exercices convenus. Faire de la chaleur d'abord. Faire de la lumière ? En général les auditeurs se lassent de ces faux débats qui laissent penser qu'il n'y a pas de sciences économiques mais des spécialistes de l'invective rémunérée.

Les grands journaux ont en général abandonné les grands journalistes économiques au profit d'interventions d'universitaires politisés à gauche, puis devant leur nullité, devant les universitaires américains de gauche. Leur antienne : l'état c'est bien ; la dépense publique, c'est bien ; les impôts sur les riches c'est merveilleux ; Les syndicats, c'est formidable ; l'hyperindividualisme consumériste c'est mal ; l'Europe nous protège quand elle n'est pas « néolibérale » ; les Américains c'est mal.

Pas un jour sans un article dénonçant la croissance des inégalités, par une année sans livres dénonçant la croissance des inégalités. L'économie française est obsédée par les inégalités toujours croissantes... chez les autres.

Lorsque Macron annonce qu'il faudra tout de même débloquer la situation française, voilà que ce petit monde s'énerve et se moque d'un président qui « veut transférer les cendres de Thatcher la Salope au Panthéon » (sic).

On remarque alors que toute l'équipe économique autour de Macron était à la manœuvre pour faire élire Hollande. Les trois principaux sont des socialistes assumés dont l'amour de la fiscalité est la caractéristique principale. C'est à eux que l'on doit les « cadeaux au peuple » pour se faire élire et la pénalisation des retraités, des riches et des propriétaires d'immobilier.

On se rappelle la polémique lancée par le projet de Jean Pisani, (rejeton typique de la reproduction des élites politico administrative) qui voulait que les loyers qu'ils n'avaient pas à payer puisque

propriétaires de leur appartement soient ajoutés dans l'assiette de l'impôt sur le revenu de ces affreux salopards. Devant le hourvari et le risque pour son candidat, il a osé parler de Fake News. Il revient à la charge avec Philippe Aghion et Philippe Martin, dans le projet de détacher l'étiquette de président des riches qui accable leur donneur d'ordre, en exigeant un virage à gauche qui serait matérialisé par un impôt foncier progressif qui ruinerait de façon radicale les riches propriétaires (en fait tous les propriétaires d'un appartement de plus de 100m² à Paris). C'est que tout ce petit monde enseigne à Science-po, devenue le dépotoir des « économistes » socialisants, (Leroy Beaulieu doit se retourner dans sa tombe) et fricote avec la fondation Jean-Jaurés.

Rappelons pour ceux qui ne connaissent pas Philippe Martin qu'il a été lauréat du prix socialiste du « meilleur jeune économiste », la même année que Picketty, c'est autre maniaque de l'impôt.

Rappelons-le : aucun de ces « économistes » marqués idéologiquement et politiquement n'a prévu la crise de 2008, apporté des lumières sur les grands sujets de l'époque, ni marqué la science économique de façon significative. Ils font juste une carrière politique administrative afin de s'enrichir et de connaître quelques honneurs. En criant inlassablement « vive l'impôt et mort aux riches ». Leur soutien successif, à DSK-Sautter, puis à Hollande, puis à Macron, leur garantit postes et tribunes, pourvu qu'ils jouent les cautions « de gauche ». Un joli poste défiscalisé leur tendra les bras dans une institution internationale en dû temps. Le modèle c'est DSK.

On dira : nous avons enfin eu notre « prix Nobel d'économie » avec Jean Tirole. Son livre était tellement insipide que beaucoup se sont demandé à quel titre on lui avait accordé son prix. Sa prestation sur la crise dans le Figaro de ces derniers jours a été à l'image de son livre. Totalement sans intérêt. La crise : juste une question de régulation. Cette analyse de plombier chauffagiste a visiblement déconcerté l'interviewer qui s'attendait à du lourd. En vérité le prix a été donné à un français qui avait nommé son école spécialisée d'un nom anglais (The Toulouse Economic School). Tant d'ouverture au monde anglo-saxon se devait d'être récompensée surtout que quasiment tous les prix avaient été accordés à des Américains et des représentant du tiers monde et que l'Europe était à la traîne.

Disons-le clairement : Emmanuel Macron, s'il suit son équipe socialiste d'amoureux de l'impôt et de contempteurs de la propriété et des riches (en attendant d'en être) va « se planter grave ». A cause d'eux, il a déjà chargé autant d'impôts nouveaux qu'Hollande pour la première année de son règne. Le ras le bol fiscal est revenu. Aucune de réforme de structure n'a été faite, alors qu'on crie qu'on est en train de les faire.

Les conférences économiques de cet été en France ont confirmé la pusillanimité des sujets abordés.

Bouffés par l'insignifiance et la politisation, les économistes français ont disparu des radars.

Bientôt la France sera devenue une terre stérile pour l'économie. De même qu'elle importe de plus en plus de produits qu'elle est incapable des produire, elle importera la réflexion économique de l'extérieur, et parions-le, à 99,99% des Etats-Unis.

Une mort sans gloire.